



This project is funded by
The European Union



robertocimettafund



Annexe 1

L'Agenda politique d'Istikshaf



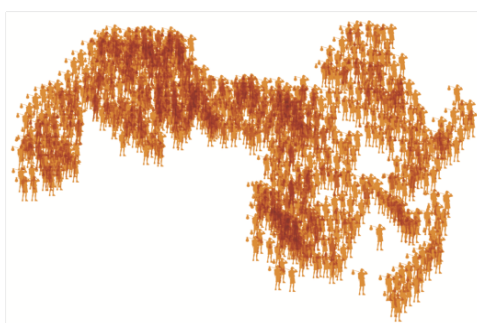
This project is funded by
The European Union



Istikshaf: explorer la mobilité

Agenda politique régional pour la mobilité

2012 – 2015



Cet agenda politique a été adopté par:



**Le Forum Arabe de
l'Education - Jordanie**



**IACT – Association
internationale pour la Création
et la Formation – Egypte**



**Le Fonds Roberto Cimetta –
France**

Cet agenda politique a été adopté par:



رحلات الإيثثار



Beita Municipality / Palestine

Aldoha municipality / Palestine

Bayt Fajjar municipality / Palestine



National Association of Lod

ACTIONS DE SENSIBILISATION POUR LA MOBILITÉ

La Coalition Istikshaf: Le Forum Arabe de l'Éducation – Programme Istikshaf, en collaboration avec de nombreuses organisations sociales et culturelles, a initié une coalition afin de développer un agenda politique et de créer une plateforme pour des individus et des organisations de la société civile qui souhaitent promouvoir la mobilité, les arts, la culture et l'entrepreneuriat.

Cet agenda politique régional de la mobilité vise à développer des liens plus étroits entre les différents acteurs de la région euro-arabe et au delà – agences gouvernementales, fondations, secteurs communautaires et volontaires - afin d'établir des politiques et des propositions sur la problématique de la mobilité et son lien avec l'art, la culture et l'entrepreneuriat. Cet agenda se veut un outil pour mieux comprendre les implications politiques de la mobilité, revendiquer son impact positif et influencer durablement les politiques la concernant.

La méthodologie: Le Forum Arabe de l'Éducation – Programme Istikshaf– s'est inspiré des meilleures pratiques internationales pour développer cet agenda et les stratégies qui en découlent. En juin 2012, le FAE a demandé à Rami Takroui, consultant en réforme politique, de mener à bien ce processus, accompagné des partenaires de la plateforme Istikshaf. Dans un premier temps un questionnaire a été envoyé aux opérateurs de la mobilité, préalablement identifiés, afin de comprendre précisément quels étaient les problèmes de mobilité. Un atelier de réflexion a ensuite été organisé à Alexandrie pour faire émerger un plaidoyer commun axé sur des propositions politiques de mobilité, et définir les priorités et stratégies pour atteindre les objectifs communs définis. De plus, deux réunions consécutives à Amman ont permis de compléter et affiner nos propositions. Ce travail continuera afin de développer nos outils de plaidoyer et notre stratégie de communication dans l'exécution effective de cet agenda.

Nos **Valeurs et principes** sont les suivants:

- **La participation.** Nous nous engageons à assurer la participation de tous les acteurs impliqués.
- **La transparence et l'exécution.** Nous nous engageons à travailler dans le cadre d'un plan de travail défini, tout en évaluant continuellement et par écrit nos stratégies et outils et les effets escomptés.
- **Valider notre approche.** Nous nous engageons à utiliser les meilleures pratiques pour développer des propositions politiques et pour collecter les informations en nous appuyant sur des données précises.
- **Attitude pro-active.** Nous nous engageons à proposer des solutions et des idées afin de résoudre les problèmes et défis politiques.

Notre agenda politique se définit sur deux niveaux:

- **Le niveau régional (euro-arabe voire international).** Les acteurs impliqués peuvent travailler collectivement sur des thématiques transversales dont l'impact est régional (voire international).
- **Le niveau national.** Les opérateurs de la mobilité et la société civile de chaque pays s'appuient sur l'agenda régional pour élaborer leurs propres agendas nationaux.

PROPOSITION POLITIQUE I:

METTRE LA MOBILITE SUR L'AGENDA POLITIQUE NATIONAL

Défis : Il devient de plus en plus urgent de répondre à l'insuffisance de mobilité entre les pays arabes et avec d'autres pays à travers le monde. Le concept de la mobilité des personnes, des artistes et des initiatives n'est pas bien défini. Il n'est pas reconnu par les institutions du secteur public, du secteur privé, des ONGs, comme un outil d'apprentissage et une partie intégrante du développement social, économique et politique.

Notre objectif est de permettre un vrai engagement des acteurs clés afin de promouvoir et adopter des concepts de la mobilité dans le cadre des agendas nationaux de la région, en insistant sur les agendas des collectivités territoriales et les stratégies du secteur privé. Nous souhaitons obtenir une reconnaissance de la mobilité en tant que thématique centrale dans les stratégies et visions à long terme.

Positions / Recommandations

- **Obtenir le soutien des gouvernements pour que tous les acteurs impliqués puissent participer au développement de politiques nationales en faveur de la mobilité. Associer ses acteurs à la définition de la mobilité et à sa reconnaissance et l'intégrer dans les politiques et programmes nationaux.**
- **Les villes arabes et d'autres municipalités régionales voire internationales devraient promouvoir la mobilité et officiellement adopter ce concept et l'inclure dans leurs programmes politiques au niveau local. Elles devraient en outre favoriser le lien entre la politique de la mobilité et la politique citoyenne.**
- **En reconnaissant le rôle important joué par la société civile, les gouvernements devraient faciliter son travail en réduisant les contraintes subies par les ONGs, les artistes et les regroupements pour la jeunesse qui travaillent afin d'obtenir des améliorations pour la mobilité culturelle et sociale.**
- **Les opérateurs de la mobilité, les ONGs, les fondations, les entreprises du secteur privé devraient introduire le concept de la mobilité dans leurs stratégies des ressources humaines car la mobilité des employés participe au développement des entreprises.**

Les acteurs impliqués

Stratégie de plaidoyer / Outils

- La Ligue arabe

1. Un livre blanc sur les concepts et la

- Les gouvernements nationaux
 - Les municipalités
 - Les entreprises du secteur privé
 - Les fondations et ONGs (locales, régionales et internationales)
 - Les opérateurs de la mobilité
 - Les intellectuels
 - Les citoyens
 - Les artistes et entrepreneurs sociaux
 - Les média
2. Des conférences et ateliers régionaux et nationaux
 3. Prise de position sur le rôle des villes arabes (et autres) dans la définition de la mobilité Recherche sur l'impact social et économique de la mobilité et de l'économie créative
 4. Campagnes régionales / nationales pour promouvoir et encourager les concepts de la mobilité
 5. Livre blanc sur le concept et la procédure de la mise à disposition de personnels mobiles

PROPOSITION POLITIQUE 2: **FINANCER LA MOBILITE**

Défis: Les opérateurs de la mobilité ainsi que les ONGs sociales et culturelles sont face à un défi grandissant pour financer durablement les programmes de soutien à la mobilité des entrepreneurs et des artistes (hommes et femmes) de la région. Il devient de plus en plus urgent que les gouvernements, les bailleurs de fonds internationaux et les entreprises privés définissent un budget et allouent des fonds dans le cadre de procédures claires et simples.

Notre objectif est de travailler avec les institutions des secteurs publics et privés ainsi qu'avec la communauté de donateurs dans la région, pour établir ensemble des mécanismes clairs et transparents pour allouer des budgets et distribuer des fonds pour le soutien des initiatives de mobilité sans restrictions pour la réception de fonds et donations.

Positions / Recommandations

- **Les gouvernements et les municipalités devraient investir dans la mobilité en attribuant un pourcentage de leur budget au soutien durable de projets liés à la mobilité.**
- **Les gouvernements, en collaboration avec la société civile et les bailleurs de fonds internationaux devraient œuvrer pour développer des mécanismes et procédures clairs et transparents pour permettre aux ONGs, aux opérateurs de la mobilité, aux groupes, aux artistes et aux entrepreneurs d'avoir accès aux financements disponibles.**
- **Les gouvernements devraient adopter des incitations fiscales qui encourageraient la responsabilité sociétale des entreprises par l'octroie de fonds destinés aux enjeux du développement durable dont la mobilité est un facteur transversal.**
- **Les opérateurs de la mobilité et les ONGs devraient travailler avec tous les acteurs impliqués, y compris avec les gouvernements, afin d'établir des lieux de convivialité et d'échanges et promouvoir la mobilité des personnes, des idées, des initiatives et des projets.**

Les acteurs impliqués

- Les gouvernements nationaux
- Les parlements et élus
- Les municipalités
- Les entreprises du secteur privé
- Les fondations et ONGs (Locales, Régionales et Internationales)
- Les opérateurs de la mobilité
- Les bailleurs de fonds
- Les artistes et entrepreneurs sociaux
- Les média

Les stratégies de plaidoyer / les outils

6. Etude sur l'impact de la mobilité/déclaration sur l'attribution des fonds de mobilité gouvernementaux, incitations fiscales pour le secteur privé
7. Déclaration sur les systèmes de financement et les procédures à adopter
8. Livre blanc sur "l'utilisation de lieux de convivialité régionaux soutenant la mobilité des personnes »
9. Les conférences régionales et les débats nationaux/locaux
10. Campagnes régionales/nationales pour promouvoir et encourager les financements gouvernementaux et des entreprises du secteur privé

PROPOSITION POLITIQUE 3:

TRAVERSER LES FRONTIERES

Défis: Le droit à la libre circulation à l'intérieur des Etats et au delà des frontières internationales, comme décrit dans les traités internationaux, participe au bien être des sociétés et des personnes. Depuis quelques années, ce concept de libre circulation des personnes a été mis à mal, particulièrement entre les pays arabes et le reste du monde, par des réglementations et d'autres phénomènes inexplicables qui visent à créer des frontières artificielles.

Notre objectif est d'atteindre la libre circulation des personnes et des idées à travers les pays arabes et au delà, pour que les frontières soient ouvertes sans limitations. Nous souhaitons également assurer que les citoyens arabes y compris les artistes, les entrepreneurs sociaux, les hommes et femmes soient capables de développer et transmettre les initiatives sociales et culturelles.

Positions / Recommandations

- **Les gouvernements en collaboration avec les organisations et activistes locaux et internationaux, doivent assurer la libre circulation des citoyens, et des arabes en particulier, à travers le monde et devraient travailler collectivement pour assurer la liberté de mouvement des citoyens de certaines régions du monde notamment en Palestine.**
- **Les gouvernements doivent mettre en place rapidement des politiques conformes aux principes des droits humains, afin de mieux gérer le mouvement des artistes et des entrepreneurs à travers les frontières et de créer un système et des procédures de contrôles, efficaces et transparentes.**
- **Les gouvernements devraient travailler pour assurer l'accès à l'information sur les droits et les devoirs lorsque nous voyageons à travers les frontières ainsi que sur les procédures**

d'obtention de visas et les coûts.

- **Les gouvernements et les ONGs doivent travailler pour encourager les autorités étrangères à mettre en place des procédures simples, claires et peu coûteuses pour l'obtention de visas internationaux pour faciliter le mouvement des artistes et des entrepreneurs de leurs pays.**

Acteurs impliqués	Advocacy Strategy / Tools
<ul style="list-style-type: none">- La Ligue arabe- Les gouvernements nationaux- Les fondations et les ONGs (local, régional et international)- Les bailleurs de fonds- Les artistes et entrepreneurs- Les opérateurs de la mobilité- Les citoyens- Les médias	<ol style="list-style-type: none">11. Recherche sur les réglementations et procédures d'obtention de visa/comparaison des coûts et de l'impact des mouvements d'artistes et d'entrepreneurs12. Livre blanc sur les systèmes de contrôles et de visas (risques élevés et risques faibles)13. Conférences régionales et nationales et débats publics14. Campagnes régionales et nationales de soutien à la circulation des personnes, des artistes et des entrepreneurs dans le monde arabe

PROPOSITION POLITIQUE 4:

MOBILISER LES COMMUNAUTES

Défis: La libre circulation est une partie intégrante du développement des sociétés, des villes, des cultures et des personnes du monde arabe. Bien que nous vivons l'essor de la technologie qui améliore considérablement les flux d'échanges d'informations et des idées, nous avons besoin de nous rencontrer face à face. Les autorités locales et les citoyens ne reconnaissent pas suffisamment le rôle que joue la mobilité, les échanges culturels et l'art en général dans la construction de nos sociétés contemporaines. Les contraintes sociales découragent encore certains, notamment des femmes, à s'engager en faveur de ceux-ci.

Notre objectif est de chercher l'engagement du grand public pour l'art et la culture, pour les initiatives de la mobilité, pour le développement des sociétés, et de réduire les éléments de peur et d'intimidations qui empêchent la participation des hommes, femmes et des jeunes de différentes origines au développement des sociétés ou à l'engagement pour les initiatives artistiques ou de mobilité.

Positions / Recommandations

- **Les gouvernements en coordination avec la société civile doivent travailler pour obtenir une reconnaissance nationale pour l'apprentissage et la mobilité, deux outils pour la créativité et l'innovation dans nos sociétés.**
- **Les gouvernements en coordination avec la société civile doivent œuvrer pour réduire les fractures et encourager la participation des femmes, des jeunes, des artistes et des**

entrepreneurs dans les initiatives culturelles en éliminant les contraintes économiques et sociales.

- Les gouvernements doivent investir dans le secteur volontaire et communautaire en construisant des ponts entre les communautés à travers la mise en place d'infrastructure intracommunautaires.

Les acteurs impliqués	Stratégie de Plaidoyer / Outils
<ul style="list-style-type: none">- Les gouvernements nationaux- Les collectivités- Les entreprises privés- Les fondations et ONGs (locales, régionales et internationales)- Les opérateurs de la mobilité- Les universités et les écoles- Les citoyens- Les artistes et entrepreneurs- Les médias	<ol style="list-style-type: none">15. Livre blanc sur l'apprentissage et la mobilité16. Conférences et ateliers nationaux et régionaux17. Déclaration sur les contraintes légales qui empêchent les femmes arabes d'être mobiles et de s'engager dans des initiatives artistiques et culturelles.18. Campagnes régionales et nationales pour encourager la mobilité des femmes, des jeunes, des artistes et des activistes communautaires.

SOUTENIR L'AGENDA POLITIQUE REGIONAL D'ISTIKSHAF POUR LA MOBILITE

Comment soutenir l'agenda politique d'Istikshaf

En tant qu'individu ou en tant que structure, vous pouvez soutenir l'agenda de la manière suivante :

1. Adopter l'agenda politique en signant la déclaration commune.
2. Soutenir la coalition par votre propre plaidoyer ou celle de votre organisation sur les aspects qui vous concernent.
3. Fournir votre expertise, vos capacités, votre temps pour conseiller la coalition.
4. Fournir des informations et données pour compléter la stratégie de plaidoyer et les prises de positions.
5. Fournir un soutien financier ou en nature pour permettre l'exécution des recherches, des déclarations et des campagnes qui seront menées dans le cadre de cet agenda.

Contacts :

Pour tous renseignements sur cet agenda, veuillez contacter l'équipe « Plateforme Istikshaf » à policy@almoultaqa.com , ou au 00 962-6- 568 7557.